

## PARTIE I

### A. INTRODUCTION

Les Canadiens croient généralement dans la valeur du commerce comme moteur de la croissance et de la prospérité<sup>1</sup>. Parallèlement, certains problèmes, liés en particulier à l'environnement, au travail, aux droits de la personne et à la culture, sont perçus comme d'importance fondamentale pour le développement humain et, à ce titre, devraient se refléter dans les initiatives et les prises de position du Canada en matière de politique étrangère<sup>2</sup>. Les conséquences de la mondialisation accélérée sur les obligations internationales dans ces divers domaines sont devenues un grand thème de discussion et de débat au Canada et à l'échelle internationale. Préciser la meilleure façon de s'acquitter des obligations internationales dans ces domaines dans le contexte de la mondialisation pose un défi à tous les gouvernements.

Les domaines et les problèmes d'exécution à l'étude ont évolué indépendamment les uns des autres. Sans remettre en question l'utilité de réponses politiques intégrées aux préoccupations relatives à l'environnement, au travail et aux droits de la personne, la nature et la complexité de ces trois enjeux posent des défis très différents. Leur dénominateur commun se fonde sur la recherche de moyens efficaces qui permettraient de promouvoir des mécanismes d'exécution internationaux. Le présent rapport porte sur quelques autres mécanismes liés à l'observation et à l'exécution des obligations et dont on discute actuellement, les facteurs dont le gouvernement doit tenir compte dans le cadre de ses politiques, ainsi que la façon dont il relève ces défis.

À la base du problème de l'exécution des obligations, il y a la conviction, partagée par les Canadiens, que toute approche doit favoriser le développement. En bref, les problèmes d'exécution et d'observation deviennent de plus en plus complexes lorsqu'ils sont perçus dans l'optique du développement.

---

<sup>1</sup> Selon un sondage réalisé en 2001 par Ekos Research Associates, 77 p. 100 des Canadiens considèrent que le commerce international apporte de plus en plus à l'économie canadienne.

<sup>2</sup> Forum national sur les relations internationales du Canada (1996 - 2001), Centre canadien pour le développement de la politique étrangère, le 22 août 2002.